

DIRECTION GÉNÉRALE DES SERVICES TECHNIQUES

Arrêté n°ARR2026-411  
portant résiliation de l'autorisation de voirie n°ARR2026-220

**BOULEVARD PASTEUR (D34)**

Le Maire,

Vu le Code général des collectivités territoriales et notamment les articles L. 2213-1 à L. 2213-6,

Vu le Code général de la propriété des personnes publiques,

Vu le Code de la voirie routière,

Vu la loi n°82-213 du 2 mars 1982 modifiée, relative aux droits et libertés des collectivités territoriales,

Vu l'arrêté N°ARR2026-361 du 03 avril 2026 portant délégation de fonction et de signature à Madame Florence ARCHAMBAUDIÈRE,

Considérant la demande en date du 08 avril 2026 par laquelle Monsieur ADRIEN VOLANT représentant la société EUROVIA sise 02 RUE NOTRE DAME DE LA RONDE 28100 DREUX demande la résiliation de l'autorisation de voirie n°ARR2026-220, délivrée pour les éléments suivants : installation d'une clôture de chantier, BOULEVARD PASTEUR (D34), au motif suivant : erreur de tarification,

**ARRÊTE**

**Article 1** - L'autorisation d'occupation du domaine public n° ARR2026-220 est résiliée à la demande du bénéficiaire, la société EUROVIA, à compter du 08 avril 2026.

**Article 2 - Responsabilité et remise en état** - En cas de révocation de l'autorisation ou au terme de sa validité en cas de non-renouvellement, le bénéficiaire est tenu, si les circonstances l'exigent, de remettre les lieux dans leur état primitif dans un délai d'un mois à compter de la révocation ou au terme de l'autorisation. Passé ce délai, en cas d'inexécution, un procès-verbal sera dressé à son encontre, et la remise en état des lieux sera exécutée d'office aux frais du bénéficiaire de la présente autorisation.

Fait à Dreux, le 15/04/2026  
Pour le Maire,  
L'Adjointe au Maire déléguée à la Tranquillité  
publique, Prévention de la délinquance,  
Domaine public,



Florence ARCHAMBAUDIÈRE

**DIFFUSION :**

- EUROVIA
- Hôtel de Police
- Police Nationale
- Police Municipale
- OPS SDIS
- Gendarmerie
- Agents de surveillance de la voie publique

Conformément aux dispositions du Code de justice administrative, le présent arrêté pourra faire l'objet d'un recours contentieux devant le tribunal administratif compétent ou sur internet, à l'adresse [www.telerecours.fr](http://www.telerecours.fr), dans un délai de deux mois à compter de sa date de notification ou de publication.

*Conformément aux dispositions de la loi n°2018-493 du 20 juin 2018 relative à la protection des données personnelles, le bénéficiaire est informé qu'il dispose d'un droit d'accès, de rectification, d'effacement ou de demande de limitation de traitement des données qu'il peut exercer, pour les informations le concernant, auprès de la collectivité signataire du présent document.*